

Ce que le mouvement des "panneaux retournés" raconte, par Jérôme Fourquet et Anne Rosencher

Anne Rosencher

Combinant geste télégraphique et slogan efficace ("on marche sur la tête"), le mouvement lancé par les Jeunes Agriculteurs pour en appeler au "bon sens" des pouvoirs publics essaime via les réseaux. Analyse.

Depuis quelques jours, les Français qui circulent en province par la route ont pu noter une curieuse épidémie : certains panneaux signalant le nom des communes ont été retournés. Les fameux rectangles de fer blancs encadrés de rouge et frappés de lettres noires - qui sont dans notre paysage commun comme une langue maternelle : cul par-dessus tête. Parti du Tarn, début novembre, à l'initiative des Jeunes Agriculteurs, le mouvement dit "des panneaux retournés", a vite essaimé. Début décembre, on dénombrait 350 retournements dans le Cher, 300 dans l'Hérault, mais aussi des dizaines en Vendée, en Seine-Maritime, en Alsace, en Dordogne, dans l'Oise, l'Ille-et-Vilaine, l'Hérault, l'Ain, la Seine-et-Marne, le Loiret, la Savoie, la Haute-Savoie, le Vaucluse... Partout, cette même bascule visuelle pour accompagner un même mot d'ordre : "on marche sur la tête".

Comme souvent, le mouvement, hétéroclite, agrège des revendications diverses. Mais son objet principal est de pointer l'inflation des normes et les injonctions contradictoires des pouvoirs publics. "C'est une démarche pour dénoncer les incohérences de l'État, témoigne dans *Le Dauphiné Libéré*, Bernard Mogenet, le représentant savoyard des syndicats d'Exploitants Agricoles. Par exemple, nos frontières sont ouvertes à des produits d'importation qui ne respectent pas les mêmes normes sociales et environnementales que celles qui nous sont imposées sur le territoire français. Nous subissons une concurrence déloyale." Également dans le viseur : le Plan eau, qui prévoit de limiter la consommation au volume prélevé en 2019; la fin de la dérogation européenne sur la mise en culture des terres en jachère, la fin de la défiscalisation du gazole non routier (utilisé pour les tracteurs), ou l'augmentation de la redevance sur les produits phytosanitaires.

Réflexe mimétique et identification

Le succès de ces actions partout sur le territoire s'explique à la fois par le maillage militant des Jeunes Agriculteurs, qui disposent dans tous les départements d'adhérents en capacité de mener ce type d'actions dans leur village et dans les communes voisines, mais aussi par la viralité sur les réseaux sociaux des images de panneaux retournés. Ces clichés ou vidéos au fort impact visuel et symbolique, tournent en effet beaucoup sur les réseaux sociaux. A mi-chemin entre la protestation politique et le mini-clip potache, elles semblent parfaitement adaptées aux codes de la communication numérique et ont généré de nombreux passages à l'acte sur le terrain par réflexe mimétique ou identification à ce mouvement.

A l'instar des centaines de milliers d'anonymes ayant enfilé leur gilet jaune à la suite des appels relayés sur Facebook en 2018; à l'image des citoyens tapant à leur fenêtre sur des casseroles à la suite des messages sur les réseaux sociaux de solidarité envers le personnel

soignant durant le confinement; ou bien encore des milliers de jeunes émeutiers descendant dans les rues pour affronter les forces de l'ordre et piller après avoir vu les images de la mort du jeune Nahel mais aussi les vidéos des premières scènes d'émeute dans les communes précocement touchées, les retournements de panneaux constituent un nouvel exemple de mobilisation numérique. Si la puissance des réseaux sociaux permet la propagation ultra-rapide d'un mouvement sur le territoire national, sa force et son intensité sont conditionnées par le degré d'adhésion au message envoyé et/ou le niveau de colère et d'exaspération ressenti dans la population mobilisée.

Parfois, le mouvement déborde de son cadre original. Aux Pays-Bas, le monde agricole s'était également mobilisé contre de nouvelles normes environnementales (le "plan Azote") présentées par le gouvernement et dont l'objectif était de réduire de 50 % les émissions de CO2. La fronde toucha d'abord les professionnels du secteur de l'élevage intensif concernés au premier chef. Mais rapidement la contestation rallia à elle des pans entiers de la population hollandaise des zones rurales qui se sentaient méprisés par les élites résidant dans les métropoles et qui contestaient une politique technocratique et déconnectée de leur quotidien. Cette mobilisation donna naissance au Mouvement agriculteur-citoyen qui recueillit un score élevé aux élections régionales du printemps 2023 (19 % des voix).

Gestes symboliques

En France, Willy Schraen, patron de la Fédération Nationale des Chasseurs, entend lui aussi, investir ces thématiques en conduisant une liste aux prochaines élections européennes. Au credo historique de CPNT (défense des intérêts des chasseurs et de la ruralité), la liste Alliance rurale ajoute la défense d'un mode de vie et de traditions menacés par les "ayatollahs de l'écologie" et les instances européennes. Elle se veut la liste du bon sens et des gens ayant les pieds sur terre contre les "technos hors-sols", rhétorique faisant écho de nos retourneurs de panneaux.

S'il y a toujours une part de démagogie dans le fait d'exalter d'un bloc la vertu et le bon sens de "ceux d'en bas" contre la déconnexion malfaisante de "ceux d'en haut", on aurait tort de sous-estimer l'adhésion que pourrait remporter le slogan "on marche sur la tête" auprès de Français de tous horizons. Infirmières, maires ruraux, policiers... de plus en plus de citoyens disent n'en plus pouvoir de l'éteignoir des "process" et normes, et de la bureaucratie, qui les dégoûtent parfois jusqu'à la démission. Récemment, Pierre Rochette, géologue et physicien, professeur à Aix-Marseille Université, a rendu sa médaille d'argent du CNRS, dégoûté par "calvaire indescriptible" de la bureaucratie qui règne dans la prestigieuse institution. "La gestion au CNRS est envahie par un juridisme qui rend tout acte de plus en plus pesant chaque année." dénonçait-il dans une tribune du *Monde*, avant de pointer "la viscosité du système", et "l'inflation administrative", qui emmènent les ingénieurs et techniciens "à remplir des formulaires plutôt qu'à faire le travail scientifique pour lequel ils ont été embauchés." Et le chercheur d'enjoindre ses confrères à rendre, comme lui, leurs médailles en signe de protestation. Encore un geste symbolique.

Si les organisations agricoles n'ont pas hésité à recourir, naguère, à la violence lors de certaines mobilisations, elles ont aussi su faire preuve d'inventivité pour étoffer leur répertoire d'actions de gestes pacifiques à portée symbolique comme murer les portes d'entrées de certaines administrations locales, défiler avec des animaux devant des préfectures ou bien encore ralentir ou bloquer la circulation routière via des convois de tracteurs. Cette opération de retournement de panneaux constitue une innovation supplémentaire, qui n'est pas sans

rappeler les bâchages de radars automatiques, initiés d'abord par des motards en colère puis repris plus largement, lors de l'abaissement à 80 Km/h de la vitesse sur les routes au printemps 2018. Points communs entre ces deux actions : une protestation contre une réglementation jugée incompréhensible et dénuée de bon sens, et dans les deux cas aucune destruction ni vandalisme (les panneaux communaux n'étant pas taggués comme ce fut le cas en Bretagne ou en Corse lors d'actions de militants régionalistes) le tout en ciblant un élément du paysage routier.

Le fait de s'en prendre à des panneaux communaux revêt par ailleurs une forte portée symbolique. En les retournant, on signifie que la France d'en haut a perdu le nord et que la boussole et le bon sens résident dans cette France d'en bas et ses 35 000 communes. On rappellera que le Crédit agricole, la banque des paysans et des zones rurales, eut pendant longtemps (de 1976 à 1987) comme slogan "Le bon sens près de chez vous", l'ancrage terrien et la proximité comme gage de pragmatisme continuant ensuite à être décliné dans le slogan "L'imagination dans le bon sens". Mais aujourd'hui, nous disent les agriculteurs, tout est sens dessus dessous.

** Le politologue Jérôme Fourquet, directeur du département opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop, vient de publier La France d'après (Seuil).*

Note(s) :

Mise à jour : 2023-12-10 09:30